



Westminster & City News

NUMÉRO 34

Du 11 au 17 septembre 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Le PIB a augmenté de 6,6 % en juillet, après + 8,7 % en juin – Après trois mois consécutifs d'expansion, l'acquis de croissance pour 2020 ressort à - 11,6 % en juillet. La croissance du secteur des services s'est établie à 6,1 %, après + 7,7 % en juin. Le niveau d'activité des secteurs des arts/divertissements et de l'hôtellerie/restauration reste faible, respectivement 31 % et 60 % en dessous de leur niveau pré-covid. La production industrielle a augmenté de 5,2 % en juillet, après + 9,3 % en juin, toujours soutenue par le rattrapage des commandes. L'activité du secteur de la construction a augmenté de 17,6 %, après + 23,5 % en juin. Bien que le rythme de croissance ait ralenti, il devrait être soutenu en août par le report des dépenses touristiques effectuées à l'étranger au profit des opérateurs britanniques ("*staycation*") et en septembre par la réouverture des écoles.

Les effets de la crise de la Covid commencent à se refléter sur les chiffres de l'emploi – Le taux de chômage a augmenté pour la première fois depuis le confinement, s'établissant à 4,1 % en juillet (période de trois mois glissants), contre 3,9 % en juin, et à 4,4 % sur le mois de juillet seul. Selon des données expérimentales basées sur le nombre d'inscriptions aux allocations sociales (*Claimant Count*), le taux de chômage serait plutôt autour de 7,6 %. Les données des fichiers de feuilles de paie indiquent une perte supplémentaire de 30 000 emplois en août, portant à 695 000 le nombre d'emplois perdus depuis février (-2,4 %). Le nombre d'emplois vacants a continué de diminuer en août, de - 38 % en glissement annuel après - 45 % en juillet. La croissance mensuelle du salaire moyen hebdomadaire s'est établie en hausse à - 0,1 % en juillet, contre - 1,6 % en juin, reflétant le retour au travail de la plupart des employés placés au chômage partiel, bien que 10 % de la main d'œuvre bénéficie encore du dispositif. Alors que celui-ci doit disparaître fin octobre, le Chancelier R. Sunak a laissé entendre qu'il réfléchissait à des alternatives afin de protéger les emplois.

L'inflation a ralenti à 0,2 % en août, contre 1,0 % en juillet – L'inflation sous-jacente a également diminué, à 0,9 % en août contre 1,8 % en juillet. La baisse de l'IPC est due à trois raisons principales : (i) le dispositif de soutien aux restaurateurs *Eat Out to Help Out* aurait fait baisser l'inflation de 0,4 pp en août ; (ii) associé à la baisse de la TVA de 20 % à 5 % pour le secteur de l'hospitalité, cela a engendré des pressions à la baisse sur les prix du secteur de l'hôtellerie-restauration qui se sont contractés de 2,8 % en août (contre + 1,8 % en juillet), le premier passage en territoire négatif depuis 1989 ; (iii) l'inflation vestimentaire s'est contractée de 1,4 % en août (contre - 0,1 % en juillet). Ces trois effets devraient continuer de jouer sur l'inflation en septembre. De plus, la réduction des prix de l'énergie prévue en octobre (- 7,5 % sur le plafond des prix décidés par le régulateur de l'énergie) renforce l'orientation baissière de l'inflation, qui ne devrait pas dépasser 1 % d'ici la fin de l'année.

Le MPC a décidé à l'unanimité de maintenir inchangés son taux directeur à 0,1 % et le montant de son programme d'achat d'actifs à 745 Mds£ – Le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué que les derniers indicateurs économiques reflétaient une reprise plus soutenue qu'envisagée en août mais que la trajectoire de l'économie restait incertaine, en raison du Covid-19, des comportements des ménages et des entreprises, mais également du Brexit. Au 16/09, le stock d'obligations détenue par la BoE à travers son programme d'achats d'actifs équivalait à 684 Md£ (+ 239 Md£ depuis mars) et devrait atteindre 745 Md£ d'ici la fin de l'année. Le MPC a jugé que la politique monétaire était appropriée et signalé qu'il ne la resserrerait pas tant que l'écart avec la croissance potentielle n'était pas réduit et que la cible des 2 % d'inflation n'était pas atteinte.

durablement. Concernant les taux négatifs, le MPC a indiqué que la BoE et la *Prudential Regulation Authority* commenceront une réflexion approfondie sur les conditions de mise en œuvre opérationnelle au T4-2020. A la suite de cette annonce, la probabilité déterminée par les marchés d'un passage en taux négatif avant fin 2021 a augmenté, et la livre sterling s'est dépréciée de 6 % contre le dollar (\$1,2882) et l'euro (€1,0928).

POLITIQUE COMMERCIALE

Conclusion d'un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et le Japon – Le Royaume-Uni a annoncé le 11 septembre être parvenu à un accord de principe avec le Japon concernant les termes de leur relation commerciale future au-delà de la période de transition avec l'UE. Aucun texte juridique n'ayant été finalisé ni divulgué pour le moment, le contenu exact de l'accord reste inconnu, mais il semblerait que les dispositions finales s'alignent pour une très large part sur les dispositions de l'accord UE-Japon. Les effets positifs de l'accord sur la croissance britannique devraient en tout état de cause rester très limités. Le gain annuel sur le PIB du Royaume-Uni de cet accord est estimé à +0,07% à horizon 15 ans par le *Department for International Trade*, reflétant le poids mineur du Japon dans la balance commerciale britannique : le total des importations en provenance du Japon a atteint 16,3 Md£ en 2019, contre 15,1 Md£ pour les exportations. Il convient cependant de rappeler que le Japon constitue un important débouché pour les prestataires britanniques de services financiers : les exportations de ce type de services ont atteint 3,9 Mds£ en 2019 (26% du total des exportations). Afin d'éviter un *cliff-edge* dans les relations commerciales, le projet de texte devra, après sa publication, être ratifié par les deux parties d'ici la fin 2020.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

La FCA lance une consultation en vue d'améliorer le marché de l'investissement *retail* pour les épargnants

– Devant le constat d'une recrudescence d'arnaques et de scandales autour de la commercialisation de produits mal adaptés au profil des épargnants particuliers, la *Financial Conduct Authority* soumet aux parties prenantes une série de questions, notamment pour identifier les solutions pour favoriser une gamme de produits répondant à des besoins d'investissements simples, renforcer la compréhension par les investisseurs de la nature et du fonctionnement des produits financiers et des risques encourus, et assurer une meilleure protection des consommateurs contre les risques d'arnaque. La consultation est ouverte jusqu'au 15 décembre 2020. Dans la même optique de protection des consommateurs, la FCA avait présenté en juin son projet d'interdiction permanente de la commercialisation de masse de *mini-bonds* spéculatifs.

La FCA a publié des orientations sur le maintien de l'accès aux espèces

– Les banques et gestionnaires de distributeurs de billets sont désormais tenus d'informer la FCA de tout projet de fermeture ou de conversion des succursales bancaires ou de distributeurs automatiques de billet avant de prendre une décision finale. Lors d'une fermeture ou conversion (par exemple, passage d'un distributeur automatique à usage gratuit à un distributeur à usage payant), il faudra informer clairement les clients au moins 12 semaines avant que les propositions ne soient mises en œuvre et proposer des solutions de rechange afin qu'ils aient le temps de prendre des mesures si nécessaire, comme par exemple changer de prestataire bancaire. Le recours aux espèces reste essentiel pour de nombreux consommateurs et ces orientations devraient assurer que les clients, en particulier les plus vulnérables, soient traités plus équitablement. Ces orientations s'appliquent à partir du 21 septembre 2020.

Le nombre record de fonds d'investissement peu performants atteste de l'impact de la crise

– La liste semestrielle "*Spot the Dog*" établie par le gestionnaire Tilney Bestinvest, qui identifie les fonds d'investissement les moins performants, a fait état d'une augmentation de 60 % de l'épargne investie dans ces fonds par rapport à la précédente publication de février dernier, soit un montant de près de 55 Mds de livres. Au total, un nombre record de 150 fonds ont été classés comme peu performants contre 91 en février 2020. Les fonds entrent dans cette catégorie lorsqu'ils ont sous-performé par rapport aux indices de référence de Tilney d'au moins 5 % au cours des trois dernières années. Des secteurs majeurs, comme celui de l'énergie, ont été durement touchés, entraînant de fortes disparités de performance entre gestionnaires de fonds. Ceux fortement investis dans les valeurs technologiques ont enregistré des performances relativement meilleures.

La gouvernance de *City of London Corporation*, "complexe et sclérosée", doit être réformée selon un rapport

– En début d'année, la *City of London* avait confié à Sir Robert Rogers, membre de la Chambre des Lords, une mission indépendante d'évaluation de son efficacité institutionnelle. Selon le rapport remis cette semaine, le processus décisionnel de l'organisation est trop lent et manque de transparence et de redevabilité. Le rapport plaide pour une totale transparence des débats et un meilleur partage d'informations entre comités. Il préconise notamment

de rationaliser les structures en réduisant le nombre de comités et de sous-comités (actuellement au nombre de 130) et de mieux coordonner les activités à travers la création d'un poste de *Chief Operating Officer*. Le rapport propose la création d'un "comité de compétitivité" afin de mieux défendre et améliorer la compétitivité de Londres comme centre financier mondial. Enfin, une des recommandations concerne le renforcement de la diversité au sein de la *Corporation* qui ne compte aujourd'hui que 26 % de conseillères municipales, et seulement 7 % d'origine *BAME* (noire, asiatique et minorités ethniques).

BANQUES & ASSURANCES

La High Court of Justice a rendu son jugement concernant les polices d'assurances pour pertes d'exploitation, introduites par la FCA en mai dernier - La Cour a validé les arguments présentés par la FCA en mai dernier sur la majorité des questions relatives à l'étendue de la couverture des polices d'assurance pour pertes souscrites par les PME. La Cour a indiqué que la plupart des clauses étudiées dites « *disease* » offraient une couverture aux risques liés à la survenance d'une pandémie, et de même pour certaines clauses dites « *prevention of access* ». Pour ces dernières, la Cour a indiqué que l'étendue de la couverture dépendait de la formulation employée dans le contrat. Elle a également précisé que l'activation de la couverture variait selon la manière dont l'entreprise avait été affectée par les mesures prises par le gouvernement. L'arrêt avance également que la pandémie de Covid-19 et la réponse des autorités forment une cause unique de la perte ; or cette unicité de la cause est une condition nécessaire au paiement des indemnités réclamées. Selon le Financial Times, les investisseurs jugent que l'impact de la décision de la Cour sur les compagnies d'assurance est limité. La compagnie d'assurance Hiscox a estimé que l'arrêt entraînerait un surcôt inférieur à 100 M£.

La British Business Bank augmente son soutien à l'économie de plus de 20%, avec 8 milliards de financement – Dans son rapport annuel, la banque de développement économique (BBB) du Royaume-Uni indique avoir soutenu plus de 98 000 entreprises avec un financement global atteignant environ 8 milliards de livres sterling au terme du dernier exercice financier (de mars 2019 à mars 2020), soit une hausse de 21 % par rapport à 2018-2019, six ans après sa création. Par ailleurs, la BBB a vu son rôle s'accroître considérablement au cours des six derniers mois en raison de son aide aux entreprises britanniques touchées par la pandémie de coronavirus. Elle est aujourd'hui responsable du pilotage et de l'administration des programmes de prêts garantis par l'Etat, qui couvrent 1,2 million d'entreprises avec plus de 52 milliards de livres de dettes en partie couvertes par des garanties gouvernementales.

Selon la société de conseil McKinsey, le secteur des fintech fait face à “une crise existentielle” – Après avoir augmenté de plus de 25 % par an depuis 2014, les investissements dans le secteur ont chuté de 11 % au niveau mondial et de 30 % en Europe au cours du premier semestre 2020 par rapport à la même période en 2019, selon un [rapport](#) publié récemment par McKinsey. La chute a été encore plus forte en juillet 2020. Ceci constitue un défi pour les fintechs qui ne sont pas toujours rentables et font face à un besoin continu de capitaux pendant leur cycle d'innovation. Dans ce contexte, McKinsey salue la création du fonds coronavirus *Future Fund* au Royaume-Uni afin d'investir dans les secteurs de croissance de l'économie. Au total, ce sont 320 millions de livres sterling qui ont été distribués aux fintechs au Royaume-Uni par le biais de prêts convertibles au travers de ce programme.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 17 septembre 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-21,7%	-0,7%
PIB en glissement trimestriel		-20,4%	-1,6%
PIB par habitant		-20,6%	-1,8%
Inflation (IPC)		0,6%	2,1%
Evolution de la demande	Investissement	-25,6%	-2,3%
	Consommation	-24,1%	-1,9%
	Dépenses publiques	-15,7%	-1,1%
	Exportations (B&S)	-14,4%	-1,1%
	Importations (B&S)	-27,0%	-2,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-20,2%	-1,9%
	Secteur de la construction	-35,1%	-2,9%
	Secteur des services	-20,3%	-1,5%
Parmi les services	Finance et assurances	-3,4%	-0,7%
	Ventes au détail	-9,5%	-0,5%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,0%
Taux d'emploi		76,4%	75,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	25,8	31,5
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-1,2% (T1)	0,2%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	-2,6%	0,4%
Salaires réels	Croissance annuelle	-2,2%	0,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-0,5% (T1)	0,3%
Taux d'épargne des ménages		8,6% (T1)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-7,3%	-2,7%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	99,1%	84,9%
Investissement public net	-2,4%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,0%	-4,3%
Balance des B&S		1,0%	-1,2%
Balance des biens		-3,9%	-6,2%
Balance des services		4,9%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,13
	GBP/USD	1,24	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.